

Pourquoi 2021 est une "année critique" pour l'action climatique, selon l'architecte de l'accord de Paris.

2021.04.08

Six ans se sont écoulés depuis la création de l'accord de Paris, un ensemble de règles internationales visant à lutter contre le réchauffement climatique. À l'époque, 196 pays et régions, rejoints par les États-Unis et la Chine, ont convenu d'un objectif consistant à s'efforcer de limiter à moins de 1,5°C l'augmentation de la température depuis la révolution industrielle. Cet enthousiasme est-il encore présent sur la planète ? Nous avons interrogé Laurent Fabius, ancien ministre français des affaires étrangères, qui, en tant que président de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP21) à l'époque, a mené l'accord de Paris à son terme.

Question - Six ans se sont écoulés depuis l'accord de Paris, comment voyez-vous les progrès réalisés jusqu'à présent ?

L'accord de Paris a été le premier accord mondial à fixer des objectifs spécifiques en matière de réchauffement climatique. Outre les températures à atteindre, elle a également fixé un objectif pour les pays développés, à savoir soutenir les pays en développement à hauteur de 100 milliards de dollars par an.

Du côté positif, lorsque l'accord de Paris a été discuté, l'augmentation de la température à la fin du siècle était prévue entre 4 et 5 degrés Celsius, mais elle a maintenant été limitée à environ 3 degrés.

Mais le rythme actuel est en retard par rapport aux objectifs fixés dans l'accord de Paris. Nous devons adhérer pleinement, rapidement et strictement aux objectifs de l'accord de Paris.

-Qu'est-ce qu'il faudra pour atteindre les objectifs ?

L'annonce de l'ancien président américain Trump de se retirer de l'accord de Paris a eu un impact négatif sur le monde. En effet, les pays qui ont adhéré à l'accord à contrecœur ont ainsi reçu le signal qu'ils n'étaient pas tenus de respecter les règles.

L'important est que les scientifiques, les ingénieurs, les gouvernements et les citoyens travaillent ensemble. Aujourd'hui, la technologie (pour prévenir le réchauffement de la planète) a progressé et est disponible à un prix moins élevé, et les entreprises accordent plus d'attention aux questions environnementales. Je pense qu'il y a eu un changement dans ces attitudes, notamment parmi la jeune génération. Ce qui fait défaut, c'est la participation active des gouvernements nationaux.

Maintenant que Biden est président des États-Unis, l'année 2021 est très importante : il a appelé à la tenue d'un sommet des principaux émetteurs le 22 avril.

L'année 2021 est également importante car la conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP26) se tiendra au Royaume-Uni et la conférence des parties à la convention sur la diversité biologique (COP15) en Chine.

Le président chinois Xi Jinping a notamment déclaré à l'Assemblée générale des Nations unies, en septembre dernier, que la Chine s'efforcera de parvenir à des émissions de gaz à effet de serre pratiquement nulles d'ici 2060. Un environnement international plus positif que par le passé est désormais en place.

La Chine représente à elle seule 30 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, soit plus que les États-Unis ou l'Europe dans son ensemble. Sans la Chine, les mesures de lutte contre le réchauffement climatique n'aboutiront jamais.

-Il y a eu une série de catastrophes que l'on pense être causées par des conditions météorologiques extrêmes...

Les effets négatifs du changement climatique s'étendent à tous les domaines. La plus grande menace est celle des inondations, qui sont fréquentes en France comme au Japon. Le problème est que les inondations touchent de nombreuses zones rurales qui souffrent de disparités. Les sécheresses sont répandues, notamment sur le continent africain, et ces changements climatiques génèrent également des migrations. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations unies a reçu le prix Nobel (en 2007), non pas pour la physique ou la chimie, mais pour la paix. C'est la preuve que la sécurité est liée au changement climatique.

Le changement climatique a un impact économique considérable lorsqu'il se produit. Il est beaucoup plus économique d'essayer de la prévoir et de la prévenir.

--Quel est le rôle attendu du Japon ?

Le Japon est non seulement une grande puissance économique, mais aussi un émetteur de gaz à effet de serre.

Le Premier ministre japonais a fixé un objectif de "quasi zéro" émission de gaz à effet de serre d'ici 2050. Le moment est venu de prendre des décisions politiques à court et moyen terme (ainsi qu'à long terme).

-Dans votre livre récemment publié, vous soulignez que si la coopération au niveau mondial existe dans la lutte contre la nouvelle couronne, elle est insuffisante en matière de réchauffement climatique ?

Ce qu'il faut retenir des mesures de réchauffement climatique, c'est qu'elles ont des conséquences sur la santé humaine à court terme tout aussi graves que celles de la couronne.

Et une fois que les gaz à effet de serre sont émis, ils ne peuvent être récupérés. Ils peuvent parfois rester dans l'atmosphère jusqu'à 1 000 ans. Il ne devrait pas être possible de continuer à émettre ces gaz, mais les gouvernements ont tendance à prendre des décisions à trop court terme (et à minimiser les mesures de lutte contre le réchauffement climatique).

Avec les mesures COVID, nous disposons d'un mécanisme pour aider les pays en développement, mais ce n'est pas suffisant pour le changement climatique. Le soutien financier aux pays en développement reste insuffisant. Avec les nouvelles mesures Corona, les pays riches doivent avoir compris que s'ils ne soutiennent pas les pays pauvres, cela leur reviendra en pleine figure. Il devrait en être de même pour le changement climatique. Le fait qu'il n'en soit pas de même pour le changement climatique est non seulement un paradoxe, mais aussi très inquiétant. Le changement

climatique fera plus de victimes que la couronne, et les gaz à effet de serre n'ont pas de frontières au départ.

L'ancien Premier ministre français Laurent Fabius, qui a démontré ses compétences en tant que président de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique de 2015 (COP21), qui a défini l'"Accord de Paris", à Paris le 23 février, photo de Marie BAIL (photo).

Laurent Fabius Né en 1946. Devenu Premier ministre en 1984 à l'âge de 37 ans sous le défunt président Mitterrand ; a été ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Hollande inauguré en 2012 ; en tant que président de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP21) en 2015, il a dirigé l'accord sur l'Accord de Paris.

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)